



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(8 mai 1970 – 8 mai 1971)

VOLUME I

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NATIONS UNIES

New York, 1971

Tenant compte de ce qu'est encore notoirement insuffisante l'élaboration des méthodes d'établissement et d'évaluation des plans à long terme et à court terme, qui assurent l'harmonie entre l'évolution souhaitée des principales variables économiques et les mesures concrètes à appliquer en matière de politique économique,

Recommande au secrétariat d'étudier en priorité :

a) Les aspects méthodologiques des plans à long terme, en s'efforçant notamment de créer des techniques permettant de comparer les coûts, les solutions de rechange et les rapports entre les différentes structures de la production, l'affectation des biens, la structure du capital, la répartition du revenu, les structures de consommation, le niveau culturel et l'organisation institutionnelle, et

b) Les instruments de la politique économique que l'on pourrait mettre en oeuvre à court terme pour répondre aux besoins à long terme énumérés à l'alinéa précédent. En particulier, ces instruments devront être comparés à ceux qui sont actuellement employés pour permettre ainsi d'évaluer quels sont les changements à apporter à cet égard pour l'application d'une stratégie du développement.

159ème séance,
5 mai 1971.

301 (XIV). CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT^{40/}

La Commission économique pour l'Amérique latine,

En application des résolutions 2398 (XXIII), 2581 (XXIV) et 2657 (XXV) de l'Assemblée générale tendant à convoquer une Conférence des Nations Unies sur l'environnement qui se tiendra à Stockholm en 1972, et à créer un Comité préparatoire,

Considérant que les efforts des pays latino-américains pour améliorer l'environnement doivent être liés à l'action menée sur le plan international et aux objectifs de développement de la politique générale de chaque pays et qu'il est dans l'intérêt de ces pays de participer activement aux préparatifs et aux travaux de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement,

Considérant que le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement a donné son appui à l'organisation de séminaires régionaux en Amérique latine, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient avant sa prochaine session,

Tenant compte du fait que, durant les préparatifs de la Conférence, il importe de préciser la véritable nature, l'origine et les conséquences des problèmes de l'environnement pour les pays de la région, compte tenu de leur stade de développement économique et social respectif,

^{40/} Voir par. 445.

1. Recommande que les gouvernements prennent les mesures nécessaires pour assurer la participation effective des pays de la région à la Conférence;

2. Prie instamment les gouvernements de coopérer, par l'entremise du secrétariat de la Commission, à la réalisation de cette conférence et en particulier du Séminaire régional qui se tiendra à Mexico à la fin du mois d'août 1971, avec la collaboration du secrétariat de la Conférence, aux fins d'échanger des informations pour examiner ensemble les problèmes qui intéressent la région;

3. Prie instamment les gouvernements de participer activement aux groupes de travail intergouvernementaux constitués par le Comité préparatoire;

4. Prie le secrétariat de continuer à coordonner, sur le plan régional, les activités liées à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement avec l'étude des problèmes de milieu dans la région, dans le cadre des politiques et des plans de développement.

159ème séance,
5 mai 1971.

3C2 (XIV). RESSOURCES NATURELLES^{41/}

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que son secrétariat, en coopération avec d'autres organisations des Nations Unies, a exercé, presque depuis sa création, ses activités dans le domaine des ressources naturelles, notamment pour ce qui est de l'énergie et des ressources hydrauliques [résolution 99 (VI)], ainsi que des minéraux et autres ressources [résolution 239 (X)],

Tenant compte du fait que ces travaux sont menés dans des domaines liés à la connaissance et à la mise en valeur des ressources, à la détermination des obstacles qui freinent leur progrès et à la définition des mesures de politique générale visant à surmonter ces obstacles, ainsi qu'à la recherche des méthodes de planification et aux services consultatifs fournis aux gouvernements, en liaison avec les institutions spécialisées, pour l'évaluation des projets,

Estimant que le Conseil économique et social a créé, par sa résolution 1535 (XLIX), un Comité permanent des ressources naturelles chargé de renforcer et de rendre plus efficace la coopération que les Nations Unies apportent aux pays en voie de développement pour l'utilisation de leurs richesses principales, qui recevrait l'assistance du Département des affaires économiques et sociales, des commissions économiques régionales, du Programme des Nations Unies pour le développement, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique,

^{41/} Voir par. 512.